



# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



# TABLE DES MATIÈRES

<b>EDITO</b>	<b>04</b>
<b>NOTRE ONG</b>	<b>06</b>
<b>TEMPS FORTS DE L'ANNÉE</b>	<b>08</b>
<b>CHIFFRES CLÉS 2024</b>	<b>10</b>
<b>NOS RÉSEAUX ET ALLIANCES</b>	<b>12</b>
<b>UN APERÇU DE NOS CAMPAGNES</b>	<b>14</b>
1 - Mettre fin aux services financiers favorisant l'expansion des énergies fossiles	14
2 - Mobiliser la finance pour accélérer la décarbonation de notre économie	30
3 - Transformer les pratiques du secteur financier	42
<b>ORGANISATION &amp; DÉVELOPPEMENT</b>	<b>54</b>
<b>RAPPORT FINANCIER</b>	<b>56</b>
<b>REMERCIEMENTS À NOS DONATEURS</b>	<b>60</b>



2024 a été une année intense, marquée par des avancées significatives dans la transformation du secteur financier, alors que la crise écologique s'aggrave. Deux des plus grandes banques mondiales, BNP Paribas et Crédit Agricole, ont franchi un pas audacieux en mettant fin à des soutiens financiers clés aux géants des énergies fossiles comme TotalEnergies, Shell et BP. Parallèlement, les régulateurs européens ont renforcé leur lutte contre le greenwashing : la France a lancé sa première procédure contre un investisseur accusé de tromper ses clients, et la Banque centrale européenne a commencé à intégrer des critères écologiques dans ses opérations monétaires.

Ces progrès, bien que réels, restent trop lents, trop limités et loin d'être systémiques. Les engagements volontaires laissent des failles béantes. Malgré certaines mesures ambitieuses, des milliards continuent d'alimenter des activités polluantes, aggravant la crise climatique et les risques économiques et financiers.

Alors que le changement climatique fait chaque année plus de victimes, il est urgent d'intensifier la pression non seulement sur les institutions financières privées, mais aussi sur les autorités publiques et les organes de régulation. Défendre les réglementations existantes et adopter de nouvelles normes climatiques plus exigeantes est indispensable. Les réduire à de simples obligations de reporting serait une grave erreur. Bien qu'encore insuffisantes, ces règles protègent les citoyens et les entreprises, et constituent des fondations essentielles pour une transformation en profondeur du secteur financier.

Pourtant, 2025 s'annonce comme une année difficile. Les attaques contre les cadres réglementaires se multiplient déjà. Avec plus de la moitié de la population mondiale appelée aux urnes en 2024, les conséquences sont lourdes : en Europe, les partis hostiles à l'action climatique détiennent désormais une majorité au Parlement européen, et aux États-Unis, Donald Trump est sur le point de revenir au pouvoir.

Certains acteurs économiques voient ce tournant politique comme un feu vert pour démanteler les engagements climatiques et affaiblir les réglementations environnementales européennes. D'autres anticipent la levée probable du moratoire américain sur les nouveaux terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL).

Face à ces menaces, nous avons besoin de la détermination et de la persévérance de toutes celles et ceux qui luttent contre l'effondrement climatique, y compris des acteurs financiers dont la défense publique de la régulation climatique est cruciale. Mais cela ne suffira pas. Il nous faut aussi rassembler de nouveaux alliés pour défendre l'ambition climatique, réaffirmer nos engagements et maintenir un mouvement collectif en faveur d'une transformation radicale.

C'est dans cet esprit que nous abordons 2025, une année décisive pour le climat et la finance. Nous comptons sur vous pour nous rejoindre, forts des victoires de 2024, mais conscients de l'urgence. Pour la quatrième année consécutive, les pertes assurées liées aux catastrophes naturelles ont dépassé les 100 milliards de dollars – un seuil franchi seulement trois fois entre 1990 et 2020. Ce qui était autrefois exceptionnel est désormais la norme pour les assureurs, les gouvernements, et surtout pour les communautés les plus exposées à la crise climatique. Nous leur devons de continuer le combat – non seulement pour changer le système financier, mais pour protéger des vies, des moyens de subsistance, et la possibilité d'un avenir viable.

**LUCIE PINSON**

Fondatrice & Directrice exécutive






**Reclaim Finance est une organisation non-gouvernementale de recherche et de campagne.**

**Fondée en mars 2020 par Lucie Pinson, lauréate du Prix Goldman pour l'environnement, Reclaim Finance a pour objectif de mettre la finance au service de la justice sociale et climatique.**

## **NOTRE VISION**

Reclaim Finance aspire à un secteur financier qui soutient la transition vers des sociétés durables, préservant les écosystèmes et répondant aux besoins fondamentaux des populations.

## **NOTRE MISSION**

La finance est un levier essentiel dans la lutte contre le changement climatique et pour la transformation de nos économies. Les décisions prises aujourd'hui par les banques, les assureurs et les investisseurs façonnent le monde de demain. Pourtant, la finance traditionnelle demeure aujourd'hui en décalage avec les objectifs de justice sociale et climatique.

Dans ce contexte, nous poursuivons trois objectifs :

- Mettre fin aux services financiers dirigés vers des secteurs fondamentalement incompatibles avec l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C ;
- Mobiliser la finance pour accélérer la décarbonation des secteurs essentiels à la transition ;
- Transformer en profondeur le fonctionnement du secteur financier afin qu'il soit au niveau des impératifs sociaux et environnementaux.

## **NOTRE MÉTHODE**

**Pour atteindre ces objectifs, nous agissons sur trois axes :**

**RECHERCHE** - Nous menons des recherches sur les pratiques des institutions financières, leur rôle dans la transition écologique, et les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence climatique.

**ENGAGEMENT** - Nous rencontrons des décideurs financiers et politiques pour présenter nos recommandations et accompagnons ceux qui souhaitent transformer leurs pratiques.

**CAMPAGNE** - Nous dénonçons publiquement les institutions financières qui contribuent au dérèglement climatique, violent les droits humains ou participent à la destruction de l'environnement.



# TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

## JAN

### JANVIER

Nous avons lancé notre campagne pour transformer notre système énergétique, appelant **les banques à adopter un ratio 6:1 : c'est-à-dire à allouer six dollars de financement à l'électricité soutenable pour chaque dollar accordé aux énergies fossiles.**

## JUIN

### JUIN

Après la défaite cuisante de sa coalition centriste aux élections européennes, le **Président Emmanuel Macron a convoqué des élections législatives nationales anticipées.** Malgré les bons résultats d'une alliance de gauche porteuse de politiques climatiques ambitieuses, le Président a nommé un Premier ministre en dehors de cette majorité — ouvrant ainsi une séquence préoccupante, tant pour la démocratie que pour le climat.

## FEV

### FEVRIER

**Crédit Agricole, conseiller financier du projet Papua LNG de TotalEnergies aux impacts désastreux, a finalement retiré son soutien – un coup dur pour le projet.** À la fin de l'année, 11 banques au total avaient exclu tout financement, provoquant des retards et jetant un doute sérieux sur son avenir.

## JUIL

### JUILLET

**L'Autorité des marchés financiers (AMF) a annoncé son premier accord public** avec le gestionnaire d'actifs Primonial REIM, accusé de "manquements dans sa communication sur la durabilité" – un signal fort contre le greenwashing des produits financiers "durables".



↑ Le 15 février 2024, Reclaim Finance, représentée par Lucie Pinson, a été auditionnée par la commission d'enquête du Sénat français sur les moyens mis en œuvre et mobilisables par l'État français pour garantir que TotalEnergies respecte ses obligations climatiques et s'aligne sur les objectifs de la politique étrangère de la France.

## SEP

### SEPTEMBRE

Le **Collectif ATP (Assessing Transition Pathway)**, coordonné par la World Benchmarking Alliance et réunissant des experts de premier plan sur les plans de transition, est devenu le **5<sup>e</sup> cadre international de normes à reconnaître la nécessité de cesser tout soutien au développement des énergies fossiles** pour une transition crédible.

## AVR

### AVRIL

**Zurich Insurance Group a rejoint 15 autres institutions financières qui ont adopté une politique sur le charbon métallurgique**, depuis le début de notre campagne sur le secteur de l'acier en 2023. Zurich est le premier assureur à franchir ce pas.



↑ Rencontre avec les partenaires de la Fair Steel Coalition en avril — incluant des représentants des régions touchées par des projets toxiques — pour des rendez-vous de plaidoyer avec les principaux acteurs financiers derrière ces projets.

## MAI

### MAI

**BNP Paribas et Crédit Agricole se sont engagés à mettre fin à un type de soutien stratégique** pour les producteurs de pétrole et de gaz, en annonçant ne plus participer à l'émission de nouvelles obligations conventionnelles.

## NOV

### NOVEMBRE

**BNP Paribas Asset Management a annoncé qu'il n'investirait plus dans les nouvelles obligations des entreprises pétrolières et gazières**, devenant ainsi le premier grand gestionnaire d'actifs au monde à adopter une politique climatique aussi ambitieuse.



↑ En mai, Lucie Pinson a pris la parole lors du Financial Times Moral Money Summit Europe — un événement de deux jours axé sur l'identification de stratégies pouvant contribuer au développement d'économies plus durables et équitables.

## DEC

### DECEMBRE

**Après douze mois intenses, nous avons clôturé l'année par une interview de 50 minutes** de notre fondatrice, Lucie Pinson, dans l'émission emblématique La Terre au Carré sur France Inter, la radio la plus écoutée de France.



## UNE ORGANISATION DIVERSE ET DYNAMIQUE



**Nombre d'employés**  
41 salarié-e-s (+5%) dans cinq pays (Décembre 2024)



**Parité**  
57% de femmes  
43% d'hommes



**Écart salarial**  
1 pour 2.05



**Budget**  
4,9 million d'euros (+29%)

## NOTRE VISIBILITÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX EST EN AUGMENTATION

En novembre 2024, nous avons pris la décision stratégique de quitter X pour Bluesky. Dans le cadre de notre stratégie de développement sur les réseaux sociaux, nous concentrons nos efforts sur le renforcement de notre présence sur LinkedIn, afin de mieux interagir avec notre public cible principal : les institutions financières. Parallèlement, nous cherchons à élargir notre audience sur Instagram pour sensibiliser le grand public à nos initiatives.



18,900 followers  
(+23%)



9,300 followers  
(+11%)



282,000 visits on  
all our websites (+26.5%)

## LES MÉDIAS PARLENT DE NOUS

En 2024, nous avons obtenu un total de 1 089 mentions médiatiques (en baisse de 21 %), dont 478 en France (en recul de 9 %).

2024 a été marquée par une montée des oppositions à l'écologie et une escalade des conflits intergouvernementaux, créant une période particulièrement tendue, aggravée par des élections majeures en France, en Europe et aux États-Unis. Malgré ce contexte difficile, nous avons maintenu une forte visibilité, démontrant ainsi la pertinence de notre message dans un paysage politique et social de plus en plus polarisé.

## SENSIBILISER LE GRAND PUBLIC

En 2024, Reclaim Finance a continué de marquer sa présence lors de grands événements et conférences, tant en France qu'à l'international.

Parmi les moments marquants, notre fondatrice, Lucie Pinson, a été invitée à témoigner devant le Sénat français dans le cadre de son enquête sur les mesures prises par l'État français pour garantir que TotalEnergies respecte ses obligations climatiques. Par ailleurs, elle a représenté Reclaim Finance au Financial Times Moral Money Summit à Londres, partageant la scène avec des dirigeants mondiaux et des intervenants influents. Ces interventions ont renforcé le rôle de notre organisation en tant que voix clé dans le débat sur la responsabilité climatique et la finance durable.

The  
Guardian

FT



REUTERS





# NOS RÉSEAUX ET NOS ALLIANCES

## PLAIDOYER COL-LABORATIF POUR UN IMPACT RENFORCÉ

Nous créons des alliances inattendues avec une grande diversité d'institutions et d'individus pour amplifier notre influence, montrer notre dynamisme et faire avancer nos campagnes. Notre objectif est de renforcer notre voix collective et de mettre en commun nos compétences, afin que nos efforts conjugués produisent des changements concrets. En collaborant étroitement avec nos partenaires, nous faisons progresser notre mission commune en combinant des perspectives variées, en échangeant des analyses essentielles, en mobilisant des forces complémentaires, pour accélérer les progrès.

### RÉSEAUX ET COALITIONS D'ONG

réseau  
action  
climat  
france

Insure  
OUR FUTURE

BEYOND  
FOSSIL FUELS

### GROUPES D'EXPERTS CONSULTATIFS

GRI

World  
Benchmarking  
Alliance

IT  
Forum for Insurance  
Transition to Net Zero

FIR FORUM POUR  
L'INVESTISSEMENT  
RESPONSABLE

GREENFIN LABEL  
FRANCE FINANCE VERTE

SCIENCE  
BASED  
TARGETS  
DRIVING AMBITIOUS CORPORATE CLIMATE ACTION

AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS  
AMF

### AFFILIATION

Les Amis  
de la Terre  
France

## ALLIANCES STRATÉGIQUES ET MOBILISATION

Nous pouvons également forger des alliances ciblées lorsque cela est nécessaire pour faire avancer nos campagnes. Par exemple, dans le cadre de notre campagne sur l'épargne salariale, nous avons construit une coalition avec des syndicats, des ONG et des réseaux nationaux de dirigeants et d'employés engagés dans la transition écologique.

## FORMER LES FUTURS LEADERS

Par ailleurs, nous intervenons chaque année lors de conférences et ateliers dans des grandes écoles et universités pour sensibiliser les étudiant·e·s à notre mission. En 2024, nous avons échangé avec des étudiant·e·s d'institutions prestigieuses telles que CentraleSupélec, l'École Polytechnique, Sciences Po Bordeaux et HEC Paris. Ces interventions permettent de stimuler le dialogue et d'inspirer l'action parmi la prochaine génération de dirigeants et dirigeantes.



# 01

UN APERÇU DE  
**NOS PRINCIPALES  
CAMPAGNES**

**METTRE FIN AUX  
SERVICES FINANCIERS  
FAVORISANT  
L'EXPANSION DES  
ÉNERGIES FOSSILES**



Pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris et limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, une réduction drastique de l'utilisation des énergies fossiles est indispensable. Le charbon, le pétrole et le gaz, qui représentent près de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, en sont les principaux responsables. La science est claire : pour éviter des impacts climatiques catastrophiques, il est impératif de mettre un terme au développement de nouveaux projets charbon, pétrole et gaz et d'accélérer leur abandon. Pourtant, les institutions financières continuent de soutenir l'expansion de ces énergies fossiles.

## **LES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS CLIMATIQUES RALENTISSENT**

Au cours des dernières années, les militants et mouvements sociaux ont réussi à pousser les institutions financières (IF) à adopter des politiques d'exclusion des énergies fossiles, freinant ainsi le développement de nombreux projets de charbon, de pétrole et de gaz. Pour-

tant, l'élan en faveur de l'exclusion du pétrole et du gaz s'essouffle, une tendance aggravée en 2024 par l'intensification du rejet des critères ESG. Le retrait des six plus grandes banques américaines de l'Alliance bancaire pour la neutralité carbone (NZBA) en fin d'année ne s'est pas produit de manière isolée : il reflète une vague réactionnaire qui dépasse le secteur financier privé et gagne désormais la scène politique. Plusieurs pays et régions ont vu émerger des forces politiques hostiles au climat, comme en Europe lors des élections européennes de juin 2024, ou aux États-Unis avec le retour de l'administration Trump en novembre.

Ce virage a des conséquences tangibles. Parmi les plus préoccupantes figure l'accélération de l'expansion du gaz naturel liquéfié (GNL), déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. Cette ruée a entraîné une multiplication des terminaux d'exportation et d'importation de GNL. Alors que l'administration Biden avait instauré un moratoire sur les nouvelles autorisations, celle de Trump devrait le lever rapidement.







## SUIVI DE L'ADOPTION DES POLITIQUES SECTORIELLES

Reclaim Finance est la seule ONG qui suit les politiques sectorielles des acteurs financiers dans les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz, ainsi que dans la production d'électricité. Grâce à nos trackers, plus de 300 des plus grandes banques, compagnies d'assurance et investisseurs font l'objet d'une analyse rigoureuse basée sur des critères scientifiques et des cadres d'évaluation adaptés aux spécificités de chaque modèle économique.

Ce travail est essentiel pour identifier et exposer les tendances émergentes et les limites des politiques adoptées par les institutions financières. Soutenus par des dizaines d'ONG internationales, ces trackers servent également de références incontournables pour de nombreux partenaires, médias et institutions financières. Nous accompagnons leur analyse avec des recherches complémentaires et des formations, renforçant ainsi le mouvement climat et permettant à un nombre croissant d'acteurs de s'exprimer et d'influencer les débats sur l'impact de la finance sur le climat.

Dans ce contexte, beaucoup d'institutions financières hésitent à adopter une position climatique ferme, de peur de perdre des opportunités liées aux énergies fossiles. Mais cette frilosité a un coût. Un exemple frappant d'injustice climatique se manifeste dans le secteur de l'assurance : malgré l'augmentation patente des événements météorologiques extrêmes, de nombreux (ré)assureurs continuent de soutenir de nouveaux projets de charbon, de pétrole et de gaz, tout en utilisant les risques climatiques pour justifier la hausse des primes et la réduction de la couverture des catastrophes naturelles – une double peine pour des millions de personnes.

## UNE ANNÉE MARQUÉE PAR DES ENGAGEMENTS FORTS MALGRÉ TOUT

Malgré ce contexte difficile, nos campagnes ciblées de longue date contre les institutions financières soutenant l'expansion pétrolière et gazière ont porté leurs fruits. Cette année, 22 nouvelles politiques d'exclusion sur le pétrole et le gaz ont été adoptées par les plus grandes institutions financières mondiales, dont trois annonces majeures.

BNP Paribas et Crédit Agricole se sont engagés à ne plus émettre de nouvelles obligations conventionnelles pour les producteurs de pétrole et de gaz, une avancée significative de la part de deux des

10 plus grandes banques mondiales et principaux financeurs des majors pétrolières et gazières. Le groupe BNP Paribas ne s'est pas arrêté là : sa filiale BNP Paribas Asset Management est devenue le premier grand gestionnaire d'actifs au monde à adopter une politique climatique aussi ambitieuse. Ces décisions pourraient entraîner une réduction drastique du soutien du groupe financier français à l'expansion des projets pétroliers et gaziers en amont, comme en témoigne son soutien déjà minimal aux nouveaux projets pétroliers et gaziers.

Ces résultats sont d'autant plus remarquables que le marché obligataire est devenu une source critique de liquidités pour les développeurs d'énergies fossiles, avec plus de 1 000 milliards d'euros levés dans le monde depuis l'Accord de Paris. En 2023 et 2024, les 150 plus grands développeurs d'énergies fossiles ont émis collectivement plus de 700 obligations, signalant un redémarrage du marché obligataire après deux années de ralentissement.

Par ailleurs, ING est devenue la première grande banque internationale à mettre fin, à partir de 2026, à tout financement de projet pour de nouveaux terminaux d'exportation de GNL. Bien que modeste, cette décision marque une étape importante dans la prise en compte des enjeux liés à l'expansion du GNL dans les politiques financières.



Dans le secteur de l'assurance, la capacité de Reclaim Finance à établir un dialogue de confiance avec les assureurs a conduit à un succès majeur cette année : Zurich Insurance Group est devenu le 11ème (ré)assureur mondial à cesser d'assurer les nouveaux projets pétroliers et gaziers.

Côté investisseurs français, l'assureur-vie MACSF a également pris position contre l'expansion du GNL en 2024. Au total, 4 400 milliards de dollars d'actifs gérés par des investisseurs français sont désormais couverts par une politique d'exclusion sur le pétrole et le gaz, dont près de 2 300 milliards de dollars concernés par des politiques ciblant les entreprises développant de nouvelles capacités pétrolières et gazières.

## **CONTINUER À EXPOSER LA RESPONSABILITÉ DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

Ces victoires sont le fruit de notre stratégie : en plus d'analyser les politiques sectorielles et de suivre les flux financiers vers les énergies fossiles, nous avons publié en 2024 des rapports clés révélant le rôle des institutions financières dans le développement de nouveaux projets charbon, pétrole et gaz. Parmi nos publications les plus marquantes cette année :

- Banking on Climate Chaos (BOCC) – La plus grande et la plus complète analyse du financement des énergies fossiles par les grandes banques mondiales, publiée en collaboration avec Rainforest Action Network (RAN), BankTrack, Indigenous Environmental Network, Oil Change International, Sierra Club, Urgewald et le Center for Energy, Ecology, and Development (CEED).
- Gaz gelé, planète en ébullition – Une plongée approfondie dans l'expansion mondiale du GNL, soutenue par les grandes banques et investisseurs, en partenariat avec RAN, BankTrack, Urgewald, CEED, Les Amis de la Terre, Solutions for Our Climate (SFOC), ReCommon et Market Forces. Nous avons également créé une page web dédiée pour montrer comment les banques et investisseurs injectent des milliards dans l'expansion du GNL, malgré les conséquences désastreuses pour le climat et les communautés.
- Insurance Scorecard – Une évaluation des politiques climat des 30 plus grands (ré)assureurs au monde, pointant du doigt leur soutien persistant à l'expansion fossile, publiée avec la coalition Insure Our Future.
- L'assurance-vie à l'ère de l'urgence climatique – Notre premier rapport évaluant les engagements climatiques et l'exposition aux développeurs d'énergies fossiles de 27 assureurs-vie français, gérant près de 2 000 milliards d'euros d'actifs.
- Rapport sur Lloyd's of London – Un nouveau rapport ciblant les managing agents de Lloyd's of London pour renforcer la pression sur ce bastion de l'assurance des énergies fossiles, suite à notre premier rapport publié en 2023.
- Évaluation des pratiques climatiques des gestionnaires d'actifs – Une analyse des politiques climat des gestionnaires d'actifs, de leurs investissements récents dans les obligations fossiles et de leurs votes en 2024. L'objectif : montrer à leurs clients, les détenteurs d'actifs, les pratiques de leurs gestionnaires afin de garantir une gestion responsable de leur argent.
- Banques françaises : sponsors du chaos climatique ? – En exploitant le contexte des Jeux Olympiques de Paris 2024, sponsorisés par le groupe BPCE, nous avons dénoncé les pratiques de sportswashing des banques françaises. Ce rapport vise à équiper les mouvements citoyens et les citoyens avec des informations sur la manière dont ces institutions sponsorisent massivement le sport pour redorer leur image et mettre en avant leurs engagements sociaux.
- Banques européennes et transition : l'heure du bilan – Alors que les banques devront publier leurs plans de transition en 2025, ce rapport a révélé celles qui freinent la transition. Nous y avons analysé leur soutien récent aux six principales entreprises pétro-gazières européennes, tout en démontant

l'argument selon lequel elles accompagneraient ces clients dans leur transition énergétique.

## **MENER DES CAMPAGNES CIBLÉES : ÉTUDE DE CAS SUR LE MARCHÉ DES OBLIGATIONS**

En plus de publier des rapports et analyses approfondis, nous avons mené des campagnes ciblées contre des institutions financières clés dans le financement de l'industrie des énergies fossiles. Parmi les tactiques employées, nous avons choisi de mettre en lumière l'implication de nos cibles dans la fourniture d'un service financier particulièrement stratégique aux majors pétrolières et gazières : les obligations.

Le système d'alerte sur les obligations de Reclaim Finance nous permet de suivre la participation des banques aux émissions d'obligations à une sélection des entreprises fossiles les plus polluantes au monde. Les informations sur les banques impliquées dans ces transactions toxiques deviennent disponibles juste avant l'émission des obligations et des prêts, ce qui nous permet de réagir en temps réel lorsque nos principales cibles financières apparaissent.

En 2024, nous avons identifié plus de 350 obligations et prêts émis par notre liste de 41 entreprises toxiques. Nous avons également



lancé 12 alertes sur des obligations toxiques associées à des entreprises comme Glencore, BP, Saudi Aramco et TotalEnergies — des obligations qui représentent des sources majeures de financement pour ces groupes et qui sont les principaux actifs/clients de nos cibles financières.

Chaque alerte a impliqué un contact direct avec les banques participantes et une mise en lumière publique de leur implication. Certaines de ces alertes ont déclenché des actions de nos partenaires. Par exemple, une alerte a conduit à une manifestation devant le siège de Deutsche Bank en raison de sa participation à une obligation émise par Exxon.

Cette stratégie de long terme a porté ses fruits en 2024, avec des résultats marquants : Crédit Agricole et BNP Paribas ont annoncé, de manière inédite, la fin de leur participation à l'émission d'obligations pour les producteurs de pétrole et de gaz.

## **DÉMYSTIFIER LES ARGUMENTS FALLACIEUX**

De nombreuses institutions financières s'appuient sur divers arguments pour justifier leur financement continu des entreprises pétrolières et gazières, le plus répandu étant le prétendu besoin de soutenir ces sociétés pour la tran-

sition énergétique. Dès 2023, notre analyse des stratégies climat des plus grands producteurs mondiaux de pétrole et de gaz avait déjà démontré que cette transition n'était qu'un mythe : ces entreprises continuaient d'investir massivement dans les énergies fossiles.

En 2024, nous avons élargi notre champ d'étude pour inclure Petrobras, portant notre couverture aux 12 plus grandes entreprises mondiales de pétrole et de gaz : ADNOC, BP, Chevron, Equinor, ENI (avec ReCommon), ExxonMobil, Petrobras, QatarEnergy, Repsol, Saudi Aramco, Shell et TotalEnergies. Alors que des entreprises comme Shell et TotalEnergies revenaient sur leurs engagements climatiques, nous avons approfondi notre travail en révélant leur priorité persistante aux énergies fossiles, ainsi que leurs investissements dérisoires dans les secteurs non fossiles, comparés aux dividendes versés aux actionnaires.

Nous avons complété cette recherche par deux analyses financières, démontrant que seulement 17 % des financements accordés par les banques françaises aux cinq plus grands groupes pétroliers et gaziers européens étaient destinés à des activités « bas carbone » entre 2020 et 2023. Ces analyses ont également révélé que les 20 principales banques européennes finançaient majoritairement les activités fossiles de ces entreprises, plutôt que de flécher les finance-





## **LA FOSSIL FREE FINANCE CAMPAIGN (FFFC)**

La Fossil Free Finance Campaign (FFFC) est un réseau d'ONG créé en 2019 pour favoriser l'apprentissage partagé, la coordination et la collaboration entre les organisations déterminées à mettre fin au soutien financier accordé à l'industrie des énergies fossiles. Le réseau promeut également une transition vers des systèmes énergétiques durables et centrés sur les populations, stratégie clé pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. La FFFC facilite les discussions stratégiques afin d'aligner les efforts sur les financements publics et privés, les différents secteurs fossiles (charbon, pétrole, gaz) et les campagnes nationales, régionales et mondiales.

### **Le réseau abrite quatre campagnes conjointes :**

1. Say NO to Gas! au Mozambique, dirigée par Justiça Ambiental! (JA! Mozambique), axée sur la région de Cabo Delgado (nord du Mozambique).
1. Protect the Verde Island Passage, menée par CEED Philippines, visant à stopper le financement des projets gaziers dans une zone surnommée « l'Amazonie des océans ».
1. Defund TotalEnergies, portée par Reclaim Finance, appelant les acteurs financiers à cesser leur complicité avec les activités du géant français.
1. Rio Grande LNG & Texas LNG, pilotée par Rainforest Action Network (RAN), ciblant les financements de ces deux projets et l'arrêt de l'expansion du GNL dans la région.

### **En 2024, le réseau s'est concentré sur trois objectifs principaux :**

1. Renforcer la FFFC : avec l'adhésion de Friends of the Earth Japan (FoE Japan) au Comité de pilotage, renforçant notre travail et notre présence en Asie. Un plan stratégique de financement à long terme a également été lancé.
1. Intégrer l'angle financier dans les campagnes climatiques : en organisant des ateliers de plaidoyer financier lors de la réunion du Global Gas and Oil Network (GGON) ou du contre-sommet sur le GNL à Berlin, pour équiper les militants avec les données du rapport Banking on Climate Chaos.
1. Améliorer la coordination entre les membres pour faire avancer les campagnes conjointes. Cela a abouti à l'organisation de tournées locales d'activistes pendant la saison des assemblées générales des institutions financières clés, ainsi qu'à des communiqués de presse et lettres conjointes adressées aux institutions financières ciblées par les campagnes.

ments spécifiquement vers leurs activités non-fossiles. Ce travail est devenu crucial alors que les banques changeaient de discours : au lieu de défendre les plans de transition globaux des majors, elles affirmaient désormais ne soutenir que les activités « vertueuses » et non fossiles de ces groupes, présentées comme essentielles à la transition.

Nous avons aussi mis en lumière le caractère trompeur de la prétendue diversification des majors fossiles, souvent centrée sur le GNL (gaz naturel liquéfié), un secteur qui, bien que différent de l'extraction pétrolière, repose toujours sur le gaz et contribue à l'expansion des champs gaziers en amont. Révéler les nouveaux projets de terminaux d'exportation et d'importation de GNL a été essentiel pour dénoncer à la fois le greenwashing des entreprises pétrolières et gazières, qui présentent le GNL comme une solution de transition, et le récit erroné du gaz comme alternative bas carbone.

Tout au long de l'année, nous avons œuvré à démanteler l'idée du gaz comme énergie de transition. Pour contrer sa perception favorable au sein des institutions financières — souvent perçu comme une énergie « bas carbone » capable de décarboner plusieurs secteurs — nous avons analysé six arguments couramment utilisés pour justifier le soutien à l'expansion du gaz, et démontrer comment chacun contredit les données scientifiques.



## UNE CAMPAGNE MULTIFORME POUR METTRE FIN AU SOUTIEN FINANCIER À TOTAL ENERGIES

Bien qu'elle se présente comme un partenaire responsable et engagé dans la transition énergétique, TotalEnergies reste le principal acteur mondial de l'expansion pétrolière et gazière. En réponse, nous avons lancé en 2023 une campagne ciblant spécifiquement les soutiens financiers de TotalEnergies, la positionnant comme un exemple emblématique des entreprises résistantes à l'abandon des énergies fossiles. Notre objectif : pousser les soutiens financiers de TotalEnergies à mettre fin à cette expansion nuisible.

Notre stratégie pour contrer la stratégie climat de TotalEnergies s'est articulée autour de plusieurs axes : En premier lieu, cibler sa principale source de financement : le marché obligataire, qui a représenté 70 % de son financement entre 2016 et 2023. Nous avons analysé et révélé les investisseurs et les banques dans ses dernières émissions d'obligations. En unissant 58 ONG à travers le monde, nous avons envoyé des lettres aux 24 banques facilitant ses émissions obligataires, ainsi qu'à six de ses plus grands détenteurs d'obligations. Cette approche a porté ses fruits, comme en témoignent les engagements de BNP

Paribas et Crédit Agricole à cesser d'émettre des obligations pour les producteurs de pétrole et de gaz.

Dans un deuxième temps, renforcer les risques réputationnels liés au financement de ses projets les plus controversés, comme les projets GNL du Mozambique et de Papouasie. En mettant en lumière les institutions financières impliquées et leurs impacts environnementaux et sociaux dévastateurs, nous avons obtenu des résultats concrets : en 2024, six nouvelles banques (dont Crédit Agricole, conseiller financier du projet) ont rejoint les 11 institutions refusant désormais de financer Papua LNG.

Malgré ses efforts depuis mi-2023, TotalEnergies n'a toujours pas obtenu l'approbation des financiers pour lever la force majeure sur son projet GNL du Mozambique. Cette situation s'explique en partie par la mobilisation de la coalition menée par Justiça Ambiental!, que nous soutenons, et qui a accru la pression sur les financiers du projet, tout en sensibilisant les médias et les décideurs politiques.

Dans un troisième temps, nous avons poursuivi notre travail de démontage de l'argument selon lequel TotalEnergies serait en transition. Lucie Pinson a été invitée à témoigner devant le Sénat français dans le cadre de son enquête sur les mesures prises par l'État français pour s'assurer que TotalEnergies respecte





ses obligations climatiques. Cette enquête a conclu que l'entreprise n'est pas en transition.

Enfin, nous avons mené une campagne auprès des actionnaires de TotalEnergies contre la réélection de Patrick Pouyanné, PDG et président. En réponse à cette pression, la direction de TotalEnergies a publié un message aux actionnaires mettant en avant le bilan «réussi» de Pouyanné et les incitant à voter en sa faveur lors de l'assemblée générale.

## LES PROCHAINES ÉTAPES EN 2025

En 2025, nous continuerons à faire pression sur les institutions financières pour qu'elles mettent fin au financement des nouveaux projets charbon, pétrole et gaz.

Fermer les failles des politiques d'exclusion de financement aux énergies fossiles des plus grandes institutions financières européennes restera une priorité absolue, tandis que la lutte contre le financement de l'expansion du GNL deviendra un axe central de nos campagnes. Nous utiliserons l'engagement récent d'ING, bien que modeste, pour inciter d'autres institutions à agir contre le GNL et ses impacts climatiques graves. Nous nous appuyerons également sur les engagements fermes de BNP Paribas et Crédit Agricole à cesser d'émettre de nouvelles obligations conventionnelles pour les producteurs de

pétrole et de gaz, en veillant à ce que cette politique s'étende à l'expansion du GNL.

Nos recherches, trackers et rapports, dont le Banking on Climate Chaos, continueront de révéler le soutien du secteur financier aux énergies fossiles. Ces analyses, combinées à des mises à jour sur les plans climats des institutions financières, nous permettront de démanteler le récit trompeur selon lequel les majors pétrolières et gazières seraient « en transition ». De plus, nous révélerons les flux de financement des 65 plus grandes banques mondiales aux énergies durables en comparaison aux énergies fossiles.

Parallèlement, nous critiquerons les engagements insuffisants d'institutions comme Société Générale et BPCE en France, qui restent bien en deçà de ceux de leurs concurrents directs. Notre expérience montre que la pression continue pousse les institutions à fermer les failles et à élargir leurs politiques d'exclusion.

Enfin, la collaboration avec nos partenaires restera essentielle. Nous continuerons à coordonner nos actions avec nos principaux partenaires, notamment au sein de la Fossil Free Finance Campaign, pour amplifier nos campagnes et mener des recherches et analyses conjointes.

## PRINCIPALES PUBLICATIONS

### Rapports

Banking on Climate Chaos 2024, Mai 2024

Évaluation des stratégies climat des entreprises pétro-gazières, Mai 2024

L'assurance vie à l'ère de l'urgence climatique : convoitée pour la transition et toujours investie dans l'expansion fossile, Juin 2024

Les banques françaises : Sponsor du chaos climatique ?, Juin 2024

TotalEnergies et les marchés financiers : Le secteur financier s'engage pour des décennies de pollution, Septembre 2024

Pour quelques dollars de plus : Les politiques énergies fossiles des managing agents de Lloyd's, Octobre 2024

Pourquoi le gaz n'est pas une énergie de transition ?, Novembre 2024

Les banques européennes et la transition : l'heure du bilan, Novembre 2024

Gaz gelé, planète en ébullition : comment le soutien des banques et des investisseurs au GNL alimente une catastrophe climatique, Décembre 2024

Insurance Scorecard 2024 : Réduire les émissions aujourd'hui pour assurer l'avenir, Décembre 2024

Evaluation des pratiques climatiques des gestionnaires d'actifs, Décembre 2024





# 02

UN APERÇU DE  
NOS PRINCIPALES  
CAMPAGNES

MOBILISER LA  
FINANCE POUR  
ACCÉLÉRER LA  
DÉCARBONATION DE  
NOS ÉCONOMIES



Mettre un terme au développement de nouveaux projets charbon, pétrole et gaz est essentiel — mais cela ne suffit pas pour limiter le réchauffement à 1,5 °C. Une sortie totale des énergies fossiles exige aussi une transformation profonde des secteurs de la demande.

Le secteur de l'électricité est particulièrement crucial à cet égard : bien qu'il ne représente qu'environ un cinquième de la consommation mondiale d'énergie, il est responsable de la plus grande part des émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie — environ 40 % — ce qui rend sa décarbonation indispensable pour les progrès climatiques globaux. Il joue également un rôle clé dans la décarbonation d'autres secteurs, comme les transports, la sidérurgie ou le logement.

C'est pourquoi, en 2024, Reclaim Finance a intensifié ses efforts pour cibler deux secteurs pivots : le secteur électrique et l'industrie sidérurgique.

Dans le secteur électrique — où la décarbonation est à la fois urgente et réalisable — nous avons œuvré pour accélérer la sortie du charbon

en Asie, empêcher une nouvelle ruée vers le gaz et stimuler les financements dans des alternatives soutenables. En parallèle, nous avons renforcé notre action pour la décarbonation de l'industrie sidérurgique, encore très dépendante du charbon métallurgique.

## **FINANCER LA TRANSITION VERS UN ACIER SANS ÉNERGIES FOSSILES**

En 2024, nous avons fait avancer notre campagne — lancée l'année précédente — pour inciter les institutions financières à étendre leurs politiques d'exclusion du charbon au-delà du charbon thermique, en ciblant spécifiquement le charbon métallurgique et en restreignant leur soutien à la production d'acier dépendante du charbon. Notre objectif : fermer les failles qui permettent le financement continu d'un secteur à fortes émissions, trop souvent négligé.

Dès le début de l'année, nous avons remporté une avancée majeure : ING est devenue la première





“

*D'APRÈS L'AIE, L'ÉLECTRICITÉ PRODUITE À PARTIR DU CHARBON DOIT ÊTRE COMPLÈTEMENT ÉLIMINÉE DANS LES PAYS DE L'OCDE D'ICI 2030 ET DANS LE RESTE DU MONDE D'ICI 2040 POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF DE 1,5 °C.*

”

institution financière à adopter une politique sectorielle sur l'acier. Cette initiative pionnière a envoyé un signal fort au marché et a contribué à créer une dynamique tout au long de l'année. À la fin de 2024, 16 institutions financières avaient adopté des politiques sur le charbon métallurgique, dont le groupe Zurich Insurance, premier assureur à franchir le pas.

Pour accompagner cette transition, nous avons publié un rapport phare révélant l'impact considérable de l'acier sur le climat, dû à sa dépendance au charbon métallurgique, ainsi que le rôle clé des acteurs financiers. Ce travail a permis de mettre en lumière la responsabilité des banques soutenant l'expansion du charbon métallurgique et les actions à mettre en place par ces dernières pour soutenir le développement d'un acier vert.

En parallèle de nos échanges individuels avec les banques et les investisseurs, nous avons organisé plusieurs sessions collectives à destination des institutions financières. Nous avons doté les investisseurs des outils et connaissances nécessaires pour interpeller les entreprises sidérurgiques et impulser le changement, notamment à travers des stratégies d'engagement actionnarial.

Enfin, nos efforts de construction de coalitions se sont renforcés. Nous nous sommes associés à Urgewald, dont la prochaine liste des acteurs à exclure pour le charbon métallurgique (MCEL) offrira un outil puissant aux militants. Nous avons également collaboré étroitement avec la Fair Steel Coalition, ce qui a permis un engagement direct avec des acteurs majeurs comme ArcelorMittal et a contribué à mettre l'acier comme un sujet majeur de l'agenda climatique financier.



## **SOUTENIR LA TRANSITION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE DANS LES PAYS DÉPENDANTS DU CHARBON**

Face à une demande croissante en électricité, le charbon domine le secteur électrique en Asie du Sud-Est, avec près de 5 000 centrales à charbon, dont plus de la moitié ont moins de 15 ans.

Bien que le financement international pour une sortie organisée du charbon gagne du terrain, des défis majeurs persistent : obtenir un soutien financier et politique suffisant pour fermer les centrales existantes, empêcher la construction de nouvelles installations, et éviter leur remplacement par d'autres énergies carbonées comme le gaz fossile, la biomasse, la co-combustion avec l'ammoniac ou l'hydrogène, ou encore le recours à des technologies non éprouvées comme la capture et le stockage du carbone.

Depuis le lancement de notre campagne fin 2023, Reclaim Finance s'est imposé comme un expert technique de référence au sein du Coal Transition Accelerator (CTA), une initiative multi-acteurs lancée par le gouvernement français lors de la COP28. Celle-ci vise à stopper la construction de nouvelles centrales à charbon, financer la fermeture anticipée des centrales existantes et accélérer le déploiement des énergies renouvelables.



Grâce à notre engagement auprès d'acteurs clés comme l'OCDE, l'Alliance Powering Past Coal (PPCA) et le gouvernement français, ainsi qu'à travers un travail médiatique ciblé, nous avons influencé le premier rapport de la Coal Transition Commission (CTC) et la version initiale du projet de gold standard (norme d'excellence) de l'OCDE sur le financement privé du charbon.

Malheureusement, ce projet de « norme d'excellence » a rencontré des résistances de la part de certains pays de l'OCDE dépendants du charbon et n'a pas encore été rendu public pour consultation. Si le rapport de la CTC a intégré certaines de nos positions, nous avons critiqué son optimisme excessif concernant l'utilisation des compensations carbone pour financer la sortie du charbon.

Parmi les pays bloquant l'adoption d'une norme ambitieuse figure le Japon, seul membre du G7 à ne pas s'être fixé de date pour sortir du charbon. À l'approche de la révision de son Plan stratégique pour l'énergie, Reclaim Finance et le réseau Kiko ont publié un rapport soutenu par 24 organisations, mettant en lumière le rôle des trois mégabancues japonaises (Mizuho, MUFG, SMBC) dans le soutien à l'expansion du charbon en Asie, au risque de compromettre la transition énergétique du continent.



“

**SELON L'AIE, ATTEINDRE L'OBJECTIF DE 1,5 °C NÉCESSITE UNE DÉCARBONATION COMPLÈTE DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ MONDIALE D'ICI 2040.**

”

### **ACCÉLÉRER LA TRANSITION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE EUROPÉEN**

Les économies avancées devraient atteindre une électricité neutre en carbone d'ici 2035, et le reste du monde d'ici 2040, mais les progrès restent insuffisants. Si de nombreuses institutions financières ont adopté des politiques d'exclusion du charbon, presque aucune ne traite de la production d'électricité via le gaz, souvent perçu comme une alternative « bas carbone » au charbon et comme un carburant de transition vers un secteur énergétique basé sur les renouvelables.

otre priorité cette année a été d'intensifier les efforts pour démanteler ces arguments et révéler les impacts et risques réels associés au gaz fossile, tout en fournissant aux institutions financières des ana-

lyses factuelles des principales entreprises européennes du secteur de l'énergie.

Reclaim Finance a analysé six arguments courants utilisés pour justifier le soutien financier continu à l'expansion du gaz, en contradiction avec les recommandations scientifiques. Cette analyse sert de référence pour les institutions financières, clarifiant le rôle du gaz dans la transition énergétique.

Nous avons également mené une analyse des stratégies climats des cinq principaux producteurs électriques européens, révélant un manque de plans de transition crédibles pour sortir du gaz et du charbon. Ce travail pose les bases d'une analyse plus large d'un plus grand nombre d'entreprises européennes et de la création d'un suivi en ligne pour fournir des informations actualisées aux institutions financières. Par ailleurs, pour aider ces



dernières à adopter une approche systématique d'engagement vis-à-vis des entreprises productrices d'électricité, nous avons élaboré un guide de référence. Ce guide permet aux acteurs financiers d'évaluer les plans de transition et les soutient dans l'adoption de trajectoires efficaces de décarbonation.

ENGIE, l'une des entreprises les plus émettrices d'Europe, illustre ces défis. Notre évaluation mise à jour du plan climat d'ENGIE montre que l'entreprise continue de s'appuyer sur l'expansion gazière et sur des technologies immatures, inadaptées à une transition énergétique juste et rapide. Le partage de notre rapport et de notre communiqué de presse avec les investisseurs d'EN-

GIE avant son assemblée générale a suscité des questions sur leur projet de centrale à gaz à Nijmegen, leur stratégie GNL aux États-Unis et leur plan de sortie du charbon. Depuis notre communiqué de presse, le projet de centrale de Nijmegen semble être suspendu.

La production de ces documents a soutenu nos actions de plaidoyer auprès des institutions financières et sera cruciale pour des activités de campagne plus ciblées et l'adoption de politiques. En effet, nous avons déjà contribué à l'engagement de Generali à restreindre son soutien à l'assurance des nouvelles centrales à gaz.

## INCITER LES BANQUES À FINANCER UNE OFFRE D'ÉLECTRICITÉ SOUTENABLE

Maintenir la pression sur les banques pour qu'elles cessent de financer de nouvelles centrales à gaz et à charbon est essentiel, mais il est tout aussi important de plaider en faveur d'un accroissement des financements dans une offre d'électricité soutenable. Il s'agit de la production d'électricité à partir de sources soutenables (principalement l'éolien et le solaire) et des infrastructures associées (comme les réseaux électriques et les batteries).

Cette transition nécessite de débloquent de nouveaux financements en plus de réallouer ceux existants. Reclaim Finance a encouragé les banques à adopter un ratio de 6:1 d'ici 2030, c'est-à-dire allouer six dollars à l'approvisionnement en électricité soutenable pour chaque dollar alloué aux énergies fossiles. En parallèle, nous avons renforcé notre Sustainable Power Policy Tracker, lancé en octobre 2023, pour mieux refléter les objectifs de la campagne dans sa méthodologie, notamment en intégrant un critère dédié au ratio de financement de l'offre énergétique (Energy Supply Financing Ratio, ESFR) et à l'expansion des centrales à gaz.

En 2024, des progrès significa-

tifs ont été réalisés : le bureau du Contrôleur de la ville de New York a obtenu des engagements de Citi et JPMorgan Chase pour qu'elles publient leur ESFR. Par ailleurs, la Banque Royale du Canada a fixé un objectif de financement pour « l'énergie bas carbone », et BNP Paribas a publié un ratio de financement énergétique avec une cible pour 2030. Bien que les méthodologies doivent être renforcées, ces avancées en matière de transparence et de fixation d'objectifs constituent une étape positive.

C'est pourquoi nous prévoyons de nous appuyer sur les engagements pris par les banques nord-américaines, souvent perçues comme à la traîne, pour inciter leurs homologues européennes à agir si elles souhaitent conserver leur leadership climatique. De plus, ces progrès aideront nos partenaires à obtenir des engagements supplémentaires de la part d'autres grandes banques nord-américaines.

En 2025, nous publierons un rapport majeur cartographiant le financement de l'approvisionnement en électricité soutenable par rapport aux énergies fossiles par les 65 principales banques privées mondiales, en utilisant les données du rapport Banking on Climate Chaos. Cette nouvelle étude mettra en lumière les tendances de financement des banques et leurs ratios de financement de l'offre énergétique, l'écart entre les discours et les actions des

“

**LES INVESTISSEMENTS ANNUELS DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DOIVENT PLUS QUE DOUBLER ET DÉPASSER 4 200 MILLIARDS DE DOLLARS D'ICI 2030 POUR S'ALIGNER SUR LE SCÉNARIO « NET ZERO EMISSIONS BY 2050 » (NZE) DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE (AIE).**

”



banques, et identifiera les leaders et les retardataires pour renforcer nos efforts de campagne.

## PRINCIPALES PUBLICATIONS

### Rapports

Steeling our future : Les banques qui soutiennent l'acier à base de charbon, Mars 2024

ENGIE sur la voie de l'électricité (non) décarbonée, Avril 2024

Power Moves and Power Failures, Juin 2024

Déconstruire 10 idées reçues sur la décarbonation de l'acier, Septembre 2024

Pas de sortie nette : La résistance du Japon à une véritable sortie du charbon, Novembre 2024

Pourquoi le gaz n'est pas une énergie de transition ?, Novembre 2024

### Webinaires

Recommandations pour l'engagement des aciéristes : évaluation de leurs stratégies climat, Mars 2024

Qu'est-ce qu'un plan de transition solide et ambitieux pour les producteurs d'électricité ?, Octobre 2024





# 03

UN APERÇU DE  
NOS PRINCIPALES  
CAMPAGNES

TRANSFORMER  
LES PRATIQUES DU  
SECTEUR FINANCIER



Atteindre la justice sociale et climatique nécessite des changements comportementaux et normatifs au sein de l'ensemble de l'écosystème financier, incluant les épargnants, les institutions financières, les régulateurs et les autorités publiques.

### **MOBILISER L'INFLUENCE DES CLIENTS SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

Alors que la majorité de l'épargne est aujourd'hui gérée par des gestionnaires d'actifs qui continuent de soutenir l'expansion des énergies fossiles — mettant ainsi en péril notre avenir climatique — les détenteurs d'épargne ont pourtant le pouvoir de changer la donne.

Qu'il s'agisse des caisses de retraite, des assureurs vie, ou des entreprises et de leurs salariés dans le cadre de l'épargne salariale, ces parties prenantes ont le pouvoir de transformer les pratiques des institutions financières en exigeant une gestion responsable de leur argent qui servirait réellement leurs intérêts sur le long terme. Pour les mo-

biliser, il est essentiel de leur fournir les connaissances et les outils nécessaires pour agir et faire de l'expansion fossile une ligne rouge. Chez Reclaim Finance, nos efforts se sont particulièrement concentrés sur deux groupes clés : les groupes d'employés et les clients institutionnels.

#### **Mobiliser les groupes d'employés**

En mars 2023, nous avons lancé notre campagne sur les plans d'épargne salariale pour sensibiliser les employés à l'impact environnemental de leurs dispositifs d'épargne, qui représentaient collectivement 188 milliards d'euros fin 2023. Une part importante de ces fonds est gérée par Amundi, filiale de Crédit Agricole et deuxième plus grand investisseur européen dans les énergies fossiles. Amundi continue d'investir massivement dans des entreprises développant de nouveaux projets pétroliers et gaziers, sans aucune condition.

Pour soutenir le lancement de cette campagne, nous avons coordonné une coalition de nouveaux partenaires français, incluant des associations de dirigeants et d'employés.

“

**84 % DES FONDS D'ÉPARGNE SALARIALE SONT INVESTIS DANS DES ENTREPRISES DÉVELOPPANT DE NOUVEAUX PROJETS D'ÉNERGIES FOSSILES<sup>1</sup>.**

”

Nous avons analysé les pratiques de 16 gestionnaires d'actifs en matière de fonds d'épargne salariale, appelant à la fois ces gestionnaires et les autorités publiques à garantir que les employés disposent d'options d'épargne non nuisibles au climat.

Ces actions ont permis d'inscrire la question de l'épargne salariale à l'ordre du jour des grandes entreprises françaises, portées par des représentants syndicaux ou des collectifs d'employés engagés. Dans ce contexte, grâce à notre sensibilisation, 1 200 employés de grandes entreprises comme Alstom, Orange et Ubisoft se sont

mobilisés pour signer une lettre adressée à Amundi lors de son assemblée générale. Cette lettre exigeait que l'entreprise cesse d'investir dans des entreprises développant de nouveaux projets d'énergies fossiles.

De nombreux employés souhaitent aller plus loin et interpeller leurs entreprises pour modifier l'offre de fonds proposés, voire changer de gestionnaire d'actifs. En 2025, nous prévoyons d'étudier les pratiques des teneurs de comptes qui fournissent les fonds d'épargne salariale utilisés par les entreprises. Notre objectif reste d'accompagner

1. Reclaim Finance, *L'Épargne salariale - Produit inflammable*, 24 avril 2024.



les employés et les entreprises qui souhaitent se tourner vers des fonds et des acteurs plus engagés en faveur de l'action climatique.

### **Mobiliser les clients institutionnels**

Mi-2024, face à la montée du mouvement anti-ESG aux États-Unis et en Europe, nous avons décidé de réviser notre stratégie de campagne auprès des gestionnaires d'actifs. Nous avons choisi de mettre l'accent sur la responsabilité des clients des investisseurs, en particulier les détenteurs d'actifs (ou investisseurs institutionnels), tels que les fonds de pension, les fonds souverains et les assureurs.

Ces acteurs disposent d'un pouvoir et d'une influence considérables au sein du secteur financier, en raison de leur détention de capitaux importants. Ils ont la capacité d'orienter les flux financiers vers

ou à l'écart de certains secteurs, soutenant ainsi la transformation du système énergétique mondial et encourageant les gestionnaires d'actifs à adopter de meilleures pratiques climatiques. Ils sont donc devenus une cible clé de notre campagne.

Pour lancer cette nouvelle stratégie, nous avons organisé un webinaire à destination des détenteurs d'actifs, leur fournissant des outils pour évaluer les pratiques climatiques des gestionnaires d'actifs et des recommandations. Nous avons également commencé à collaborer avec des organisations non gouvernementales déjà actives dans ce domaine, ainsi qu'avec des représentants clés de la communauté des détenteurs d'actifs, notamment des membres de la Net-Zero Asset Owner Alliance (NZAOA) et de l'initiative Paris Aligned Asset Owners (PAAO).

Pour permettre aux détenteurs d'actifs de développer des stratégies garantissant que les activités des gestionnaires d'actifs ne soutiennent pas le développement de nouveaux projets de charbon, de pétrole et de gaz, nous avons évalué les pratiques climatiques de 25 des plus grands gestionnaires d'actifs en Amérique du Nord et en Europe. Nous nous sommes concentrés sur leur soutien à l'expansion des énergies fossiles et avons partagé nos conclusions et recommandations avec plus de 280 représentants de 92 détenteurs d'actifs différents. Les efforts de plaidoyer menés plus tôt dans l'année ont probablement influencé certains gestionnaires d'actifs, comme BNP Paribas Asset Management, à prendre de nouveaux engagements ou à améliorer leurs politiques climatiques.

## **UN CONTEXTE POLITIQUE EN DÉGRADATION**

Maintenir la pression sur les institutions financières privées et mobiliser leurs parties prenantes est essentiel pour encourager l'adoption de mesures volontaires au niveau individuel. Cependant, ces actions volontaires sont souvent insuffisantes, trop lentes et, par définition, facultatives. C'est pourquoi il est tout aussi crucial de pousser

en faveur d'un changement systémique, par le biais de nouvelles règles établies par les autorités de supervision et les décideurs publics.

Pourtant, après des progrès concrets réalisés grâce au Pacte vert européen, les nombreuses élections organisées en 2024 ont marqué un essor du soutien à l'action climatique en faveur de partis plus conservateurs et pro-business, ouvertement hostiles à tout agenda axé sur les droits et la protection du climat. Ces changements politiques reflètent la montée des campagnes anti-ESG et anti-climat, nées aux États-Unis et qui n'ont cessé de gagner en force depuis 2023. En Europe, ce recul a commencé bien avant un éventuel retour au pouvoir de Donald Trump. Les élections européennes de 2024 ont redessiné la composition du Parlement européen, faisant basculer l'équilibre en faveur des blocs de droite. Soutenus par une majorité d'États membres, ces groupes poussent à démanteler des pans du cadre financier durable de l'UE, tout en promouvant une union des marchés de capitaux dépourvue de mécanismes clairs pour orienter les financements vers des investissements verts. Parallèlement, la Commission européenne semblait ouvrir la porte à une révision globale de réglementations clés, notamment à travers le règlement Omnibus.





La France n'a pas fait exception – elle a même joué un rôle actif dans ce mouvement de recul politique. Après la défaite significative de sa coalition centriste aux élections européennes, le président Emmanuel Macron a convoqué des élections législatives nationales anticipées. Face à la montée potentielle de l'extrême droite au Parlement, Reclaim Finance a choisi de soutenir le Nouveau Front Populaire (NFP), la seule alliance politique proposant des positions et stratégies crédibles en matière d'action climatique et de régulation des institutions privées. Malgré les bons résultats de cette alliance de gauche, porteuse de politiques climatiques ambitieuses, Emmanuel Macron a retardé la nomination d'un nouveau Premier ministre jusqu'en septembre. Le Premier ministre finalement nommé, issu de la droite conservatrice, a formé un gouvernement dominé par des figures de droite, voire d'extrême droite, peu ou pas engagées sur les enjeux climatiques. Éphémère, ce gouvernement a contribué à une période d'instabilité politique et d'incertitude, décourageant davantage les actions liées au climat, y compris de la part des acteurs privés.

Ces changements politiques, tant au niveau national qu'europpéen, ont rendu de plus en plus difficile la recherche de parlementaires prêts à renforcer la réglementation en matière de finance durable. Dans le même temps, ils ont souligné l'ur-

gence de mobiliser et de résister à un recul plus large sur l'action climatique, les droits humains et les protections environnementales dans l'UE. Pourtant, si l'impact complet de ces changements ne se fera pleinement sentir qu'à partir de 2025 et au-delà, 2024 reste une année au cours de laquelle nous avons malgré tout réussi à obtenir des progrès significatifs.

## **UN MOMENT DE VÉRITÉ POUR LES PLANS DE TRANSITION CLIMATIQUE**

Dès début 2023, Reclaim Finance a identifié un enjeu crucial : les plans de transition pouvaient soit devenir des outils essentiels pour l'action climatique, soit se transformer en une stratégie généralisée de greenwashing. Avec leur intégration dans les cadres européens de reporting (CSRD), de diligence raisonnable (CSDDD) et de régulation prudentielle (CRD et Solvency II), ces plans sont rapidement devenus un point central pour les entreprises financières et non financières de l'UE en 2024. Au-delà de l'Europe, ils ont été de plus en plus adoptés par les décideurs politiques, les superviseurs et les initiatives climatiques financières. Conscient de cet enjeu, Reclaim Finance s'est positionné comme un expert du sujet en publiant, en janvier 2024, un rapport visant à aider les leaders du secteur à élaborer des cadres robustes pour

## **INFLUENCE SUR LES INITIATIVES D'ÉLABORATION DE NORMES**

Pour renforcer nos campagnes et nos activités, Reclaim Finance participe activement aux travaux des initiatives d'élaboration de normes du secteur financier. Notre objectif est d'intégrer nos recommandations clés dans les cadres et les attentes d'une large gamme d'institutions influentes, afin de favoriser une transformation du secteur financier.

Cette approche repose sur trois logiques complémentaires:

1. **Légitimité et plaidoyer:** L'adoption de nos recommandations par ces organisations renforce leur légitimité et consolide les efforts de plaidoyer de Reclaim Finance.
2. **Influence sur les pratiques financières:** Certaines initiatives exercent une influence majeure sur les pratiques des institutions financières, établissant des normes «informelles» qui guident leurs opérations.
3. **Impact réglementaire:** La réglementation est fortement influencée par les initiatives perçues comme des "meilleures pratiques". Ainsi, faire avancer ces initiatives est essentiel pour aboutir à des règles obligatoires.

Dans ce contexte, il est encourageant de constater qu'en 2024, nous avons réussi à faire reconnaître par plusieurs cadres liés à la transition la nécessité de supprimer le soutien au développement des énergies fossiles comme un élément essentiel de tout plan de transition ou engagement climatique. Par exemple, ce principe a été adopté par Assessing Transition Pathway Collective (ATP-Col) et le projet de norme SBTi Financial Institutions Net-Zero (FINZ). En France, l'Observatoire de la Finance Durable (OFD), la Commission Climat et finance durable de l'Autorité des marchés financiers (AMF), et l'Institut de la Finance Durable (IFD) ont tous reconnu ce principe dans leurs publications.



les plans de transition des entreprises et à éviter le greenwashing.

À la fin de 2024, la valeur potentielle des plans de transition climatique n'était plus remise en question. Cependant, le contenu des plans publiés, ainsi que les normes et réglementations associées, continuaient de varier considérablement. Reclaim Finance a d'abord publié un rapport soulignant la nécessité pour les décideurs publics de faire de l'arrêt du financement de l'expansion pétrolière et gazière un critère strict des plans de transition. Nous avons ensuite fourni aux acteurs financiers des recommandations pour construire des plans de transition financiers solides, capables d'impulser une décarbonation réelle de l'économie. Nous avons également participé et mené des actions de plaidoyer auprès des initiatives et cadres de normalisation pour influencer leurs propres cadres. Il est encourageant de constater que certaines de nos recommandations clés ont été largement discutées et adoptées par de nombreux acteurs (voir encadré ci-dessous).

Malgré ces avancées, le contexte politique a montré qu'il serait difficile de voir émerger de nouvelles réglementations pour combler les lacunes du cadre européen des plans de transition, notamment en ce qui concerne leur contenu et leur supervision. Face à cette réalité, Reclaim Finance se concentre

désormais sur l'exploitation et la préservation des réglementations existantes, tout en préparant le terrain pour de futures améliorations.

## **UN (LENT) TOURNANT DANS LA SUPERVISION FINANCIÈRE POUR SANCTIONNER LE GREENWASHING**

Si l'adoption de nouvelles normes semble peu probable, les autorités de supervision disposent d'une marge de manœuvre plus grande pour agir. Globalement, 2024 a marqué un changement progressif et positif dans la supervision financière, une tendance qui devra se confirmer en 2025 et 2026.

Après des années d'alertes, de partage de données et d'études de cas, ainsi que de dialogue avec les superviseurs financiers français, Reclaim Finance a intensifié sa campagne pour exiger des sanctions contre le greenwashing. Cette mobilisation a inclus une lettre publique adressée à l'AMF, signée par de nombreuses personnalités du secteur financier et de la société civile. Peu après, l'AMF a prononcé sa première sanction publique sur une question non financière.

Cette première avancée nous a encouragés à poursuivre nos efforts pour orienter l'autorité dans la bonne direction. Si les actions mentionnées ci-dessus ciblent principalement le greenwashing au niveau des fonds, les institutions financières pratiquent aussi le greenwashing au niveau de l'entreprise (par exemple, en affirmant quitter le charbon tout en continuant à financer des développeurs de projets charbon, ou en se fixant des ob-

## **DÉFIS ET PROGRÈS DANS LES ENGAGEMENTS FINANCIERS « NET ZÉRO »**

Les alliances pour le « net zéro » ont promu les objectifs de décarbonation comme des étapes intermédiaires pour atteindre des « émissions net zéro » d'ici 2050, avec pour objectif ultime de limiter le réchauffement planétaire à moins de 1,5 °C. En effet, ces objectifs de décarbonation sont devenus le principal outil permettant aux banques de mettre en œuvre leurs engagements climatiques. Ils sont de plus en plus intégrés dans les réglementations, notamment au sein de l'Union européenne. Cependant, les craintes des institutions financières quant à un éventuel retrait des financements accordés aux secteurs polluants ont conduit à l'utilisation de méthodologies comptables défaillantes.

En réponse, Reclaim Finance a analysé 243 cibles de décarbonation émanant de 30 membres majeurs de la Net-Zero Banking Alliance (NZBA), couvrant des secteurs à forte intensité carbone tels que le pétrole et le gaz, la production d'électricité, l'acier, le ciment et les transports. Nous avons identifié de nombreuses lacunes et incohérences dans la conception et la transparence de ces cibles, ce qui entrave la compréhension de leur portée et de leur ambition. Nous avons mis en lumière les types de cibles à abandonner, notamment l'utilisation généralisée d'objectifs basés sur les émissions financées, dont le lien avec les émissions réelles reste incertain, ainsi que ceux qui pourraient, s'ils étaient correctement appliqués, entraîner des changements significatifs dans les pratiques bancaires.

Malgré les départs de nombreuses institutions financières des alliances « net zéro » à la fin de l'année 2024, le paysage des engagements « net zéro » n'est pas entièrement sombre. En mars, la NZBA a publié de nouvelles lignes directrices exigeant de ses membres qu'ils fixent des objectifs pour les émissions facilitées, une mesure que Reclaim Finance soutient depuis longtemps.



jectifs de décarbonation sans lien avec les émissions réelles des entreprises qu'elles financent).

Nous avons donc publié [un rapport révélant les lacunes des politiques charbon des banques françaises](#) et appelant l'AMF et l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) à agir. Par ailleurs, Reclaim Finance a soutenu ClientEarth dans la préparation d'une plainte pour greenwashing concernant des fonds commercialisés par BlackRock en France. Ces développements ont reçu une large couverture médiatique, avec de nombreux journalistes sollicitant des commentaires de l'AMF.

Au-delà de la France, [les autorités européennes de supervision ont clarifié leur approche du greenwashing](#), en intégrant plusieurs commentaires et exemples de Reclaim Finance, et ont souligné que les informations publiées dans le cadre de la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) devraient être supervisées de manière

aussi rigoureuse que les informations financières. Bien que cela n'ait pas eu d'impact immédiat sur les pratiques du marché, cette évolution constitue une étape significative vers une supervision systémique et ambitieuse des informations non financières, et devrait inciter les autorités nationales à agir.

## **PROGRÈS ET DÉFIS DANS L'INTÉGRATION DES POLITIQUES CLIMATIQUES PAR LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE**

La Banque centrale européenne (BCE) a montré des avancées positives en réponse à notre campagne, favorisées par une amélioration de la situation économique permettant une attention accrue aux enjeux environnementaux. Ce changement a contribué à promouvoir le narratif des taux différenciés

(dual rates) dans les débats français et européens. Reclaim Finance a réagi à la déclaration du président Macron sur ce sujet en [publiant un article](#) et en soutenant des partenaires dans la rédaction d'une tribune signée par des leaders industriels français, dont des acteurs des énergies renouvelables.

En 2024, le discours de l'Eurosystème sur le changement climatique et la politique monétaire a évolué de manière favorable. Bien que la BCE et les banques centrales nationales n'aient pas encore reconnu l'impact négatif disproportionné de la politique monétaire sur la transition énergétique, elles ont de plus en plus abordé cette question. La pression exercée autour de la nomination du gouverneur de la Banque d'Espagne a conduit le ministre des Finances à [mentionner directement le changement climatique](#), soulignant son importance croissante dans la politique monétaire.

La pression continue a également poussé la BCE à publier son [Plan Climat et Nature 2024-2025](#) ainsi qu'un nouveau cadre opérationnel visant à intégrer les considérations climatiques dans ses opérations de politique monétaire. Par ailleurs, une évolution du cadre des garanties de l'Eurosystème a été observée, avec des banquiers centraux envisageant des [mesures de verdissement plus impactantes](#), comme les décotes (haircuts), conformément aux recommandations de Reclaim Finance. Dans ce contexte, nous avons publié [un rapport révélant le soutien indu de la BCE aux entreprises fossiles](#).

Malgré les résultats des élections européennes de 2024 et la montée de politiques de droite moins favorables au travail sur les politiques climatiques de la BCE, l'intérêt croissant des banques centrales pour la nature et les plans de transition, ainsi que la révision à venir

de leur stratégie de politique monétaire en 2025, offrent des opportunités pour aller plus loin dans l'intégration du climat.

## **PRINCIPALES PUBLICATIONS**

### **Rapports**

[Les plans de transition climatique des entreprises : ce qu'il faut chercher](#), Janvier 2024

[Démasker le greenwashing : un appel à nettoyer les fonds passifs](#), Mars 2024

[Collateral damage : En finir avec le soutien de la BCE aux entreprises fossiles](#), Avril 2024

[Viser le net zéro : le besoin de repenser les objectifs de décarbonation des banques](#), Septembre 2024

[Banques françaises et charbon : l'art de noyer le poisson](#), Octobre 2024

[Les banques européennes et la transition : l'heure du bilan](#), Novembre 2024

[Les plans de transition des institutions financières](#), Décembre 2024

[Que doit-on attendre des plans de transition des compagnies d'électricité ?](#), Décembre 2024

[Evaluation des pratiques des gestionnaires d'actifs](#), Décembre 2024

### **Webinaires**

[Recommandations aux détenteurs d'actifs : engager les gestionnaires d'actifs sur le climat](#), Janvier 2024





# ORGANISATION & DÉVELOPPEMENT

2024 a marqué le cinquième anniversaire de Reclaim Finance, une étape significative pour notre organisation. Notre effectif est resté stable tout au long de l'année, avec 41 employés en décembre 2024, contre 39 en décembre 2023. Notre équipe est principalement basée en France (90 %), avec des représentations supplémentaires en Allemagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis, aux Pays-Bas et à Singapour.

Après quatre années de croissance rapide et un processus de planification stratégique en 2023 impliquant notre conseil d'administration, des consultants externes et des membres de l'équipe, nous avons entrepris une révision de notre structure organisationnelle. En mars 2024, nous avons lancé une réorganisation interne pour renforcer notre gouvernance et notre structure, en phase avec notre taille accrue et en préparation pour une croissance future.

Nous avons restructuré notre organisation en divisant notre travail et notre équipe, en particulier les chargé·e·s de campagne et les analystes, en trois programmes dis-

tincts, mieux alignés avec notre mission et nos objectifs à long terme :

- Programme 1 : Mettre fin aux services financiers favorisant l'expansion des énergies fossiles.
- Programme 2 : Mobiliser la finance pour accélérer la décarbonation de nos économies.
- Programme 3 : Transformer les pratiques du secteur financier.

Les objectifs de cette réorganisation sont de :

- Renforcer les liens entre les différents rôles et fonctions
- Mieux intégrer les membres de l'équipe dans les discussions stratégiques
- Améliorer l'efficacité globale de l'organisation
- Et donner une plus grande visibilité aux rôles des analystes et des fonctions supports

Historiquement reconnue pour notre expertise dans le Programme 1, cette réorganisation visait également à clarifier nos autres piliers stratégiques : réorienter les financements vers des solutions soutenables et impulser des changements dans les pratiques du secteur financier. Il est important de noter que ces trois piliers sont interconnectés, et que de nombreux membres de l'équipe contribuent à plusieurs programmes.

Ce processus de réorganisation a nécessité des ressources supplémentaires et le recrutement ou la promotion de nouveaux cadres, notamment :

- Un·e Directeur·rice des Opérations et de l'Administration
- Un·e Directeur·rice de la Recherche et de l'Analyse
- Un·e coordinateur·rice de programme
- Des postes d'encadrement intermédiaire
- Un·e responsable des ressources humaines

Concernant les révisions salariales internes, nous avons mis en place des augmentations à la fin 2022, ainsi que des hausses obligatoires mineures au début 2023 et 2024. Une révision complète de notre grille salariale a été lancée à la fin 2024, avec l'arrivée du·de la nouveau·velle responsable RH. Nous visons à finaliser ce travail en 2025, en nous appuyant potentiellement sur des initiatives similaires menées par des organisations partenaires, ainsi que sur les apports de consultants externes spécialisés en rémunération et avantages sociaux.

Par ailleurs, nous travaillons en continu à améliorer nos processus RH internes et les conditions de travail pour offrir un meilleur environnement professionnel à nos employé·e·s.



Retraite d'équipe de Reclaim Finance dans les Alpes françaises – Juillet 2024



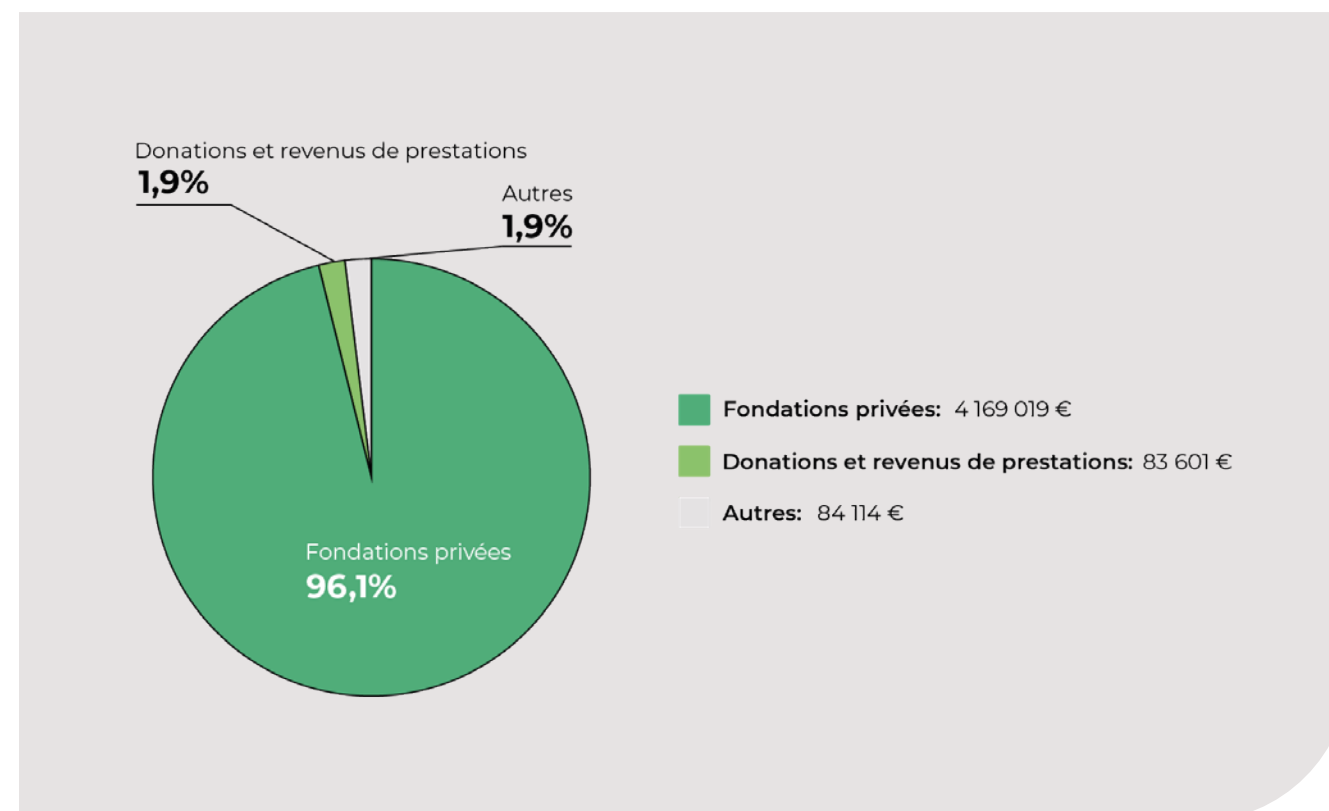


## RESSOURCES

Poursuivant la tendance de croissance des années précédentes, notre budget a augmenté de 25 % entre 2023 et 2024, atteignant 4,337 millions d'euros. L'exercice s'est clôturé avec un excédent de 112 747 €, qui, après un vote lors de notre assemblée générale, a été affecté à notre réserve de précaution. Cette allocation renforce notre réserve, qui dépasse désormais 200 000 €, garantissant une meilleure résilience financière face aux défis imprévus ou aux éventuels décalages de financement.

Cette croissance significative du budget et ce résultat positif ont été rendus possibles grâce à l'ajout de nouveaux financeurs, soutenant à la fois des projets spécifiques et nos besoins opérationnels.

Les fondations privées restent notre principale source de financement, représentant plus de 97 % de nos revenus, soit environ 4,231 millions d'euros. Les 105 667 € restants proviennent principalement de dons d'autres organisations (petites entreprises membres du 1% pour la Planète) et de soutiens individuels.





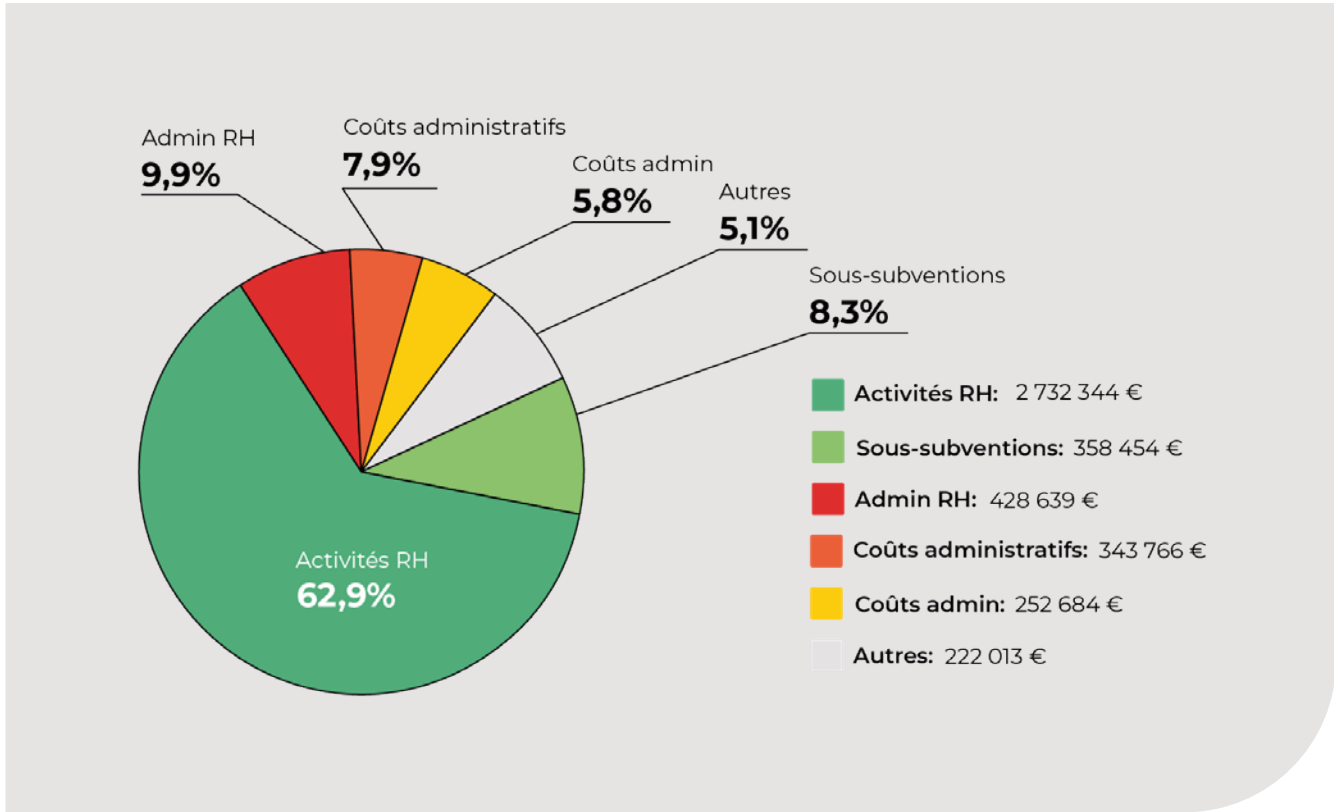
# DÉPENSES

En 2024, 73 % des dépenses de Reclaim Finance ont été consacrées aux coûts de personnel, pour un total de 3,161 millions d’euros. Parmi ces dépenses :

- 63 % ont été alloués aux postes liés aux campagnes,
- 10 % aux ressources humaines administratives.

Les dépenses liées aux activités de campagne (production de rapports, communication, abonnements à des bases de données et déplacements) ont représenté 8 % des dépenses totales, soit 344 000 €. Les coûts administratifs (loyer de bureau, abonnements IT/logiciels) ont compté pour 6 %, soit 253 000 €. Les subventions allouées aux partenaires ont constitué 8 %, pour un montant de 358 000 €. Le reste des dépenses provenait des pertes de change lors des transferts de subventions en provenance de fondations privées américaines et des financements alloués aux partenaires. Globalement, cette répartition des dépenses est restée relativement stable d’une année sur l’autre.

Pour 2025, notre budget devrait augmenter d’environ 300 000 €, soit une hausse de plus de 7 %. Cette progression s’explique par le renforcement organisationnel grâce au recrutement de nouveaux collaborateurs dans le cadre de notre restructuration en cours et du développement de nouveaux axes de travail.





# REMERCIEMENTS À NOS DONATEURS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous nos donateurs et donatrices pour leur soutien indéfectible et leurs encouragements.

**Votre générosité alimente non seulement notre travail, mais témoigne aussi de votre engagement commun envers notre mission.**

## FONDATIONS PRIVÉES INTERNATIONALES

Le socle de notre financement continue d'être assuré par les fondations privées environnementales, qui représentent environ 96 % de nos ressources financières. Ces fondations prestigieuses, principalement basées en Europe et aux États-Unis, jouent un rôle essentiel dans le financement de nos campagnes et, occasionnellement, dans le soutien à notre croissance organisationnelle et à nos besoins administratifs.

En 2024, nous avons eu l'honneur de recevoir un soutien significatif de la part de :

- The Sunrise Project
- European Climate Foundation
- Laudes Foundation

Nous avons également bénéficié de contributions précieuses de la part du réseau Beyond Fossil Fuels, du Broad Reach Fund, de la KR Foundation, du Wallace Global Fund, du Global Methane Hub, du Network for Social Change, du Rockefeller Brothers Fund, de Rockefeller Philanthropy Advisors, du WWF, ainsi que de plusieurs donateurs et donatrices anonymes.

Ces fondations ne se contentent pas d'apporter un soutien financier : elles sont des partenaires indispensables qui amplifient l'impact de nos initiatives. En fédérant un réseau de collaborateurs et collaboratrices, elles nous aident à faire évoluer les réglementations du secteur financier.

Wallace Global Fund  
FOR A SUSTAINABLE FUTURE



Laudes ———  
Foundation



## PETITES ENTREPRISES ENGAGÉES ET FONDATIONS FAMILIALES FRANÇAISES

Reclaim Finance a la chance de bénéficier du soutien de plusieurs fondations familiales, parmi lesquelles Yes Futur! et la Fondation Léa Nature. Nous sommes ravis d'annoncer que cette dernière s'est engagée, à la fin de l'année 2024, à nous accorder une subvention pluriannuelle couvrant la période 2025-2027.

Nous avons également reçu une contribution de la part de The Good Company, une agence de communication parisienne engagée sur les plans social et environnemental.



YES FUTUR !

## DONS INDIVIDUELS

Bien que les dons individuels ne représentent qu'une petite partie de notre budget, ils sont essentiels pour notre croissance et notre pérennité. Chaque année, nous nous efforçons d'élargir notre base de donateurs et donatrices individuels.

Notre campagne de fin d'année en décembre 2024 a connu un succès bien plus marqué qu'en 2023, avec une hausse de 50 %, atteignant plus de 26 000 €. Cependant, sur l'ensemble de l'année, le montant total des dons individuels a diminué de 11 %, s'élevant à environ 37 700 €. En revanche, nous avons observé une augmentation du nombre de donateurs et donatrices, passant de 109 en 2023 à 133 en 2024.

Nous adressons nos plus vifs remerciements à chacun de nos donateurs et donatrices individuels : votre soutien fait une différence inestimable. **Nous vous invitons à continuer de nous accompagner dans la réalisation de notre mission.**





## **Rapport d'activité 2024**

[contact@reclaimfinance.org](mailto:contact@reclaimfinance.org)